

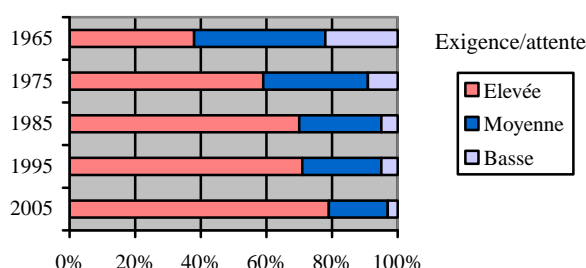


### Orienter quand il le faut

Analyse du projet de loi 10176 sur l'avenir du cycle d'orientation<sup>1</sup>  
Comité de Former sans exclure | Janvier 2008

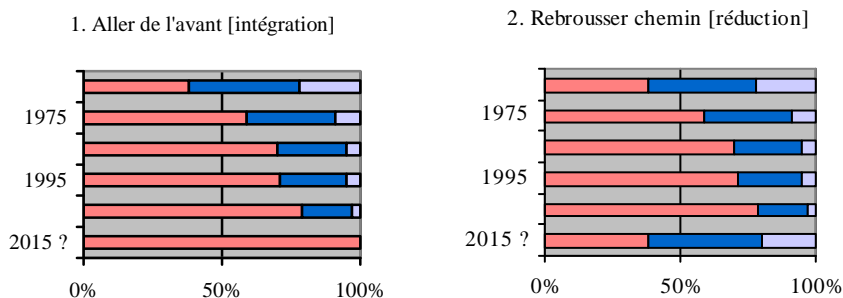
### Les faits : une lente évolution

Les chiffres du Service de la recherche en éducation montrent une évolution régulière, à Genève, vers le regroupement de tous les élèves dans une seule et même structure d'enseignement.



### Le dilemme : aller de l'avant ou rebrousser chemin ?

Devant ce phénomène, deux réactions sont possibles : 1. prendre acte de l'hétérogénéité croissante des classes à attentes élevées, et y intégrer les 20% d'élèves exclus (option « aller de l'avant ») ; 2. réduire sévèrement les attentes, et revenir à la situation de 1965 où seuls 35 à 40% des élèves entraient dans la filière littéraire-scientifique (option « rebrousser chemin »). On voit ces mouvements symétriques dans les deux graphiques suivants :



### La dispute : « vous nivelez [par le bas] ! »

Le débat public est confus, car les tenants de chaque option accusent l'autre de « niveler par le bas ». On entend le plus souvent que regrouper les élèves forts et les faibles va freiner les premiers et submerger les seconds : les performances de tous en souffriraient (raisonnement du « radeau surchargé »). Mais les graphiques montrent que l'on peut parfaitement inverser le raisonnement : réduire les attentes pour 2/3 des élèves provoque dans ce cas le découragement et l'exclusion des plus faibles, qui ne profitent plus de l'aspiration des plus forts (raisonnement du « peloton de cyclistes », où aucun mal classé ne retarde les premiers).

Oublions les procès d'intention, et admettons que tout le monde veut élever le niveau, en particulier celui des élèves qui sortent de l'école obligatoire sans savoir lire, écrire et compter avec facilité. Comment savoir qui a raison : les partisans ou les adversaires de l'intégration ?

### **L'arbitrage ? Une tendance lourde, aucune exception**

Le débat sur l'école et son efficacité est largement alimenté par les enquêtes internationales qui comparent et classent les systèmes éducatifs. Que disent ces enquêtes ? Que *plus la sélection est précoce* – et où que l'on soit – *moins les résultats sont bons* :



On ne connaît pas d'exception : le *tronc commun d'école obligatoire* n'est pas suffisant, mais il est partout *nécessaire* pour améliorer la qualité et l'équité de l'éducation.<sup>2</sup> C'est lui qui offre le plus de temps pour progresser, croire en ses chances, acquérir les savoirs et les compétences de base nécessaires pour bien s'orienter. C'est lui qui évite d'éliminer trop vite les élèves les plus méritants, ceux que l'on dit 'défavorisés' mais qui atteignent *in fine* les objectifs du programme à force de travail et de volonté.

### **La conclusion qui s'impose : orienter quand il le faut**

Le contreprojet fait erreur lorsqu'il affirme que les structures sont sans importance : elles sont au contraire la condition *sine qua non* d'une pédagogie ambitieuse, qui intègre tous les élèves dans les mêmes classes (et des groupes de besoin modulables) pour tous les tirer vers le haut.

Le problème de l'orientation est sérieux. Il demande une prise en charge résolue, un engagement politique sans faille, des moyens pédagogique et financiers importants (pourquoi pas les 32 millions promis) : mais s'il faut mieux prendre en charge les élèves aux 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> degrés, *faisons-le à ce niveau* : ne demandons pas à l'école primaire de tripler le nombre d'échecs pour que l'essentiel des adolescents voient ensuite les attentes de l'école baisser, au moment même où ils ont le plus besoin d'être stimulés.

Quoi qu'il en dise, le contreprojet se fonde sur trois illusions :

1. Il n'est *pas novateur*, mais nous ramène à la situation de 1970.
2. Il n'est *pas de qualité*, mais contraire aux principes objectifs d'une école juste et efficace.
3. Il n'est *pas cohérent*, mais cache une régression derrière l'éloge de la démocratisation.

Il devrait être abandonné et remplacé par une loi, certes consensuelle, mais objectivement pertinente. Pas un compromis tourné dans la mauvaise direction, et refusant de dire son nom.

<sup>1</sup> Ce texte en reprend et synthétise un autre, plus complet : « Un pas dans la mauvaise direction, et qui ne dit pas son nom ». Les deux sont disponibles à l'adresse [www.former-sans-exclure.org](http://www.former-sans-exclure.org)

<sup>2</sup> L'Allemagne, dernier contre-exemple majeur, change aussi son fusil d'épaule : Andrea Ypsilanti, récente sensation des élections en Hesse, « a centré sa campagne sur les thèmes qui travaillent les électeurs depuis des mois, l'école au premier plan. Elle propose de multiplier les 'collèges uniques', dans lesquels les élèves seront sélectionnés en 10e classe et non plus dès la 5e, entre huit et dix ans. Sa proposition fait un tabac. » Tribune de Genève, 26 janvier 2008.